

La France arrête deux Rwandais poursuivis pour génocide

LEMONDE.FR Avec AFP et AP | 20.07.07 | 19h14 • Mis à jour le 20.07.07 | 19h46

Deux auteurs présumés du génocide au Rwanda, l'abbé Wenceslas Munyeshyaka et l'ancien préfet Laurent Bucyibaruta, ont été interpellés vendredi 20 juillet en France, ont annoncé des sources judiciaires. Les deux hommes, exilés en France, font l'objet d'un mandat d'arrêt délivré fin juin par le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR).

Placés sous écrou extraditionnel, ils doivent être présentés d'ici cinq jours à un magistrat du parquet général de Paris. Celui-ci saisira la chambre de l'instruction de la cour d'appel qui ordonnera une éventuelle extradition vers la Tanzanie, où siège le TPIR. Mais ils pourraient revenir en France pour être jugés : le TPIR, qui risque l'engorgement car l'ONU lui demande de fermer en 2010, compte en effet transmettre leurs dossiers à Paris, qui en a accepté le principe l'an dernier. Les tribunaux français jouissent de la compétence universelle pour juger des Rwandais soupçonnés de génocide ou de crimes contre l'humanité, dès lors qu'ils se trouvent en France. Wenceslas Munyeshyaka et Laurent Bucyibaruta sont également mis en examen en France, où une information judiciaire est ouverte depuis 1999 contre l'abbé et où ont été regroupées les plaintes de rescapés du génocide visant les deux hommes et trois autres personnes.

LE VILLAGE "SOUS LE CHOC"

Wenceslas Munyeshyaka, prêtre catholique hutu, s'était vu confier en 1997 un ministère aux Andelys, dans l'Eure. Depuis 2001, il officie dans les paroisses de Gisors et de la Vallée de l'Epte. Le religieux a déjà été condamné à la prison à vie par contumace au Rwanda. M. Munyeshyaka est le quatrième prêtre catholique rwandais mis en accusation par le TPIR.

Quant à M. Bucyibaruta, 62 ans, ex-préfet de Gikongoro dans le sud du Rwanda, il vivait dans l'agglomération de Troyes depuis au moins quatre ans, avec sa compagne, qui habite légalement en France, et certains de ses enfants. Son interpellation a suscité un "choc" à Saint-André-des-Vergers où il était *"très investi dans la vie paroissiale"* et *"très bien intégré"*, selon des témoignages de voisins, ayant requis l'anonymat.

Le génocide de 1994 au Rwanda a fait 800 000 morts en cent jours selon l'ONU, parmi les membres de la minorité tutsie. Des Hutus modérés ont également été victimes de la folie meurtrière des génocidaires.

Réactions

- Pour le chef de la diplomatie rwandaise, Charles Murigande, l'arrestation des deux Rwandais, inculpés par le TPIR pour leur rôle présumé dans le génocide de 1994, est un *"est un nouveau développement très positif, très encourageant."* *"Décidément, il y a un nouveau gouvernement en France"*, a-t-il déclaré à l'AFP.

- De son côté, le représentant du Rwanda auprès du TPIR, Aloys Mutabingwa, a estimé que la France aurait dû arrêter ces deux personnes *"depuis très longtemps"*. *"Cela ne suffit pas. Il y a encore beaucoup d'autres suspects en France"*, a-t-il insisté. Il n'a pas donné de nom.

- Dans un communiqué commun, la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et la Ligue française des droits de l'Homme (LDH) ont *"pris acte de ces arrestations"*, rappelant qu'elles *"avaient lancé de nombreux appels en ce sens"*. La FIDH et la LDH avaient mis en cause à plusieurs reprises *"la lenteur de la justice française"* dans les dossiers de Wenceslas Munyeshyaka et Laurent Bucyibaruta, visés par des plaintes en France